

Les crédits

En effet, le gouvernement se traîne les pieds dans plusieurs dossiers importants pour la relance de l'économie. On cite beaucoup le livre rouge, mais on agit très, très peu. Il reste toutefois que les entreprises qui ont été pénalisées par la perte de ce contrat des hélicoptères ont un urgent besoin de soutien gouvernemental pour reconvertir leurs activités de défense. Ainsi, depuis l'avènement du nouvel ordre mondial, le marché des industries militaires connaît des moments difficiles, tout le monde en conviendra ici.

Le marché de la production d'armes, évalué à plus de 450 milliards de dollars à l'échelle de la planète, a connu une importante chute depuis 1987, soit tout près de 10 p. 100. Cette baisse, selon des experts internationaux, pourrait de nouveau chuter de 25 p. 100 au cours des prochaines années. Les principaux pays exportateurs d'armes, dont le Canada fait partie, sont par conséquent directement affectés par ce problème.

Comme vous le savez sans doute, le Canada exporte environ 70 p. 100 de sa production sur les marchés internationaux, dont 80 p. 100 de ce marché est destiné aux États-Unis. En vertu des accords canado-américains, nous sommes donc liés à ce marché, sachant que, depuis la fin des années 1980, les budgets américains consacrés à la défense ne cessent de diminuer, quel sera l'impact sur nos industries locales?

Dans ce secteur précisément, les prévisions mondiales les plus prudentes font état de plus de 1,6 million d'emplois mondiaux perdus d'ici à l'an 2000. Ce n'est pas peu dire. Ce pronostic n'est guère prometteur pour ce secteur d'activité au Canada. Au Québec seulement, plus de 650 entreprises de toutes tailles oeuvrent directement et indirectement dans ce domaine de production.

Au Québec, les secteurs les plus dynamiques sont l'électronique de communication, le secteur aérospatial, la construction navale et les munitions. Les emplois québécois reliés à l'industrie militaire font état d'une perte de plus de 11 000 emplois depuis 1987. Les conséquences sont considérables.

• (1650)

Voici des exemples concrets de mises à pied entre 1990 et 1994, de certaines entreprises québécoises productrices d'armes ou de ses composantes: la compagnie Marconi, 1 480 mises à pied; MIL Davie, 2 740 mises à pied depuis 1990; Oerlikon, 410 mises à pied; Paramax, 1 000 mises à pied; Pratt & Whitney, 200 mises à pied; Triplex, 200 mises à pied; Vickers, 350 mises à pied, et j'en passe. C'est effarant, c'est incroyable! La compilation des chiffres que je viens de vous citer est terrassante. Entre 1990 et 1994, il n'y a pas moins de 7 391 emplois perdus dans ces entreprises québécoises formellement identifiées comme produisant des systèmes ou sous-systèmes à usage militaire.

Ces chiffres dévoilent à peine la pointe de l'iceberg confirmant la chute dramatique de la production militaire, et cela au Québec seulement. Imaginez ce que représentent les chiffres pour l'ensemble du Canada.

C'est pour vous dire à quel point le besoin de reconvertir les entreprises de défense est criant, urgent et fondamental pour le maintien de l'industrie manufacturière et de haute technologie.

Il faut en conséquence agir rapidement pour réorienter les entreprises productrices d'armes vers des secteurs de production civils. Le gouvernement élu a donc un rôle fondamental à jouer dans ce secteur de l'économie. Jusqu'à présent, le soutien du gouvernement fédéral pour appuyer l'industrie de défense provient essentiellement des contrats d'acquisition et de l'aide directe aux industries.

Cette aide prend sa principale source dans un programme, le PPIMD, programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, qu'on appelle DIPP en anglais. C'est par ce programme que le soutien à la reconversion de l'industrie militaire semblerait se définir.

Les objectifs de ce programme visent à aider les entreprises militaires à demeurer compétitives sur les marchés internationaux et sur le marché canadien. Devant la chute des marchés de défense à l'échelle mondiale et sur le plan national, une révision complète de ce programme s'impose logiquement et forcément.

La solution qui semble la plus appropriée pour venir en aide à ces entreprises demeure sans contredit l'aménagement d'un programme de reconversion à même les fonds du PPIMD, du DIPP en anglais.

D'ailleurs, le sous-comité de l'exportation des armes de la Chambre des communes réclamait, dans sa recommandation 18, l'élargissement du PPIMD de façon à y inclure l'aide à la reconversion et à la diversification. Les députés libéraux qui siégeaient sur ce comité à ce moment-là ont signé le rapport de ce sous-comité, rejoignant la position du Parti libéral alors qu'ils étaient dans l'opposition durant la dernière campagne électorale. Est-ce qu'il y aurait un tel changement d'un côté à l'autre de la Chambre? C'est aberrant, c'est inacceptable!

Considérant cette position des libéraux et devant la nécessité de recourir à un programme de reconversion pour les entreprises qui oeuvrent dans la production d'armement, il importe que le PPIMD joue un rôle d'appoint sur la question de la reconversion militaire.

Alors que les idées semblaient mûrir depuis quelque temps déjà, et que les consultations semblaient adéquates pour la mise sur pied rapide d'une modification de ce programme à des fins de reconversion militaire, il semble que le Parti libéral hésite, maintenant, à mettre en branle un tel programme de soutien. On ne sait plus trop. Qu'est-il arrivé à ces gens-là, depuis qu'ils ont pris le pouvoir? Que leur est-il arrivé? Difficile à comprendre. Où sont ces belles promesses de reconversion faites par les libéraux sur toutes les tribunes pendant la campagne électorale?

Même le chef du Parti libéral, l'actuel premier ministre, n'hésitait pas à surenchérir dans un communiqué du 26 mars 1993, et je le cite: «Les Canadiens et Canadiennes méritent un gouvernement qui sait tracer la voie, un gouvernement qui apporte de nouvelles idées et de nouvelles stratégies, un gouvernement qui les aide à s'adapter au changement. Notre politique de reconversion de la défense est un exemple qui montre comment un gouvernement libéral, disait-il, entend répondre aux besoins des Canadiens et Canadiennes dans les années 1990.»